

Brochure n° 3056

Convention collective nationale
IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT

AVENANT DU 24 AVRIL 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2019

NOR : ASET1951003M
IDCC : 1880

Entre :

FNAEM,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties au présent accord de salaire entendent également rappeler l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et plus particulièrement, à celui d'égalité des rémunérations.

Article 1^{er}

Entre les parties signataires de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, il a été convenu de fixer la grille de salaires minima mensuels, ci-après.

Cette grille de minima mensuels correspond à la durée légale du travail actuellement en vigueur.

(En Euros.)

GROUPE	NIVEAU	SALAIRES MINIMA MENSUELS (base 151,67 heures)
1	Niveau unique	1 529
2	1	1 534
	2	1 536
	3	1 541

GROUPE	NIVEAU	SALAIRES MINIMA MENSUELS (base 151,67 heures)
3	1	1 556
	2	1 577
	3	1 604
4	1	1 639
	2	1 666
	3	1 692
5	1	1 765
	2	1 802
	3	1 894
6	1	2 028
	2	2 092
	3	2 156
7	1	2 319
	2	2 675
	3	2 873
8	1	3 041
	2	3 321
9	1	3 891
	2	4 300

Article 2

Cette grille de salaires annule et remplace la grille issue de l'accord du 19 avril 2018. Elle s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019 pour les adhérents à la FNAEM et à compter de son extension à intervenir dans les meilleurs délais pour les entreprises non adhérentes entrant dans le champ d'application de la convention collective du négoce de l'ameublement.

Article 3

Compte tenu de l'objet du présent accord, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

Si le Smic devenait supérieur au salaire minimum conventionnel, les parties ouvriront une négociation au plus tard dans les 3 mois afin d'en mesurer les conséquences sur la grille salariale conventionnelle.

Article 5

Le présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Paris, le 24 avril 2019.

(Suivent les signatures.)